

---

## Le secret

Lors de la guerre du Golfe, les forces américaines et leurs alliées surprisent l'opinion publique en recourant à une stratégie prenant en contre-pied tous les prévisions données aux médias pourtant largement associés à la campagne de guerre. Le secret militaire alla de pair avec une transparence médiatique : l'exigence de transparence – donner de l'information – fut en quelque sorte manipulée par une exigence plus profonde de secret, conçue comme la clé de la victoire.

Le secret et finalement ce qui s'y rattache, les sociétés secrètes ou le secret d'Etat, ne semble plus constituer une valeur fondamentale dans une société moderne. Mais, et ce n'est pas là l'un de ses moindres paradoxes, cette société moderne, qui conçoit la transparence comme une exigence de mode de fonctionnement, ne peut pas se passer du secret : celui des urnes et celui des affaires sont des impératifs reconnus.

Quelle est donc la place du secret dans la société moderne ? Erigé en valeur, son utilisation n'est pas sans soulever des difficultés tenant à sa hiérarchie vis-à-vis d'autres valeurs ou modes de fonctionnement. Mais la conception du secret reste intrinsèquement lié à une conception du Pouvoir.

Dans une société ouverte où l'exigence de transparence s'impose au secret, ce dernier semble pourtant nécessaire.

La société moderne recherche la transparence et la vérité : le secret n'est plus prépondérant et est perçu davantage comme un obstacle.

La recherche de la vérité réduit la place du secret dans différents domaines.

Le secret de la vie a permis de sacraliser certains rapports de l'homme au vivant. Incapable d'expliquer certaines choses, l'être humain a érigé la religion comme une explication donnée ou réservée à certains. Certaines sociétés ont érigé ainsi des figures charismatiques qui avaient le pouvoir exclusif d'accéder à une vérité et de la restituer. Le secret permettait de distinguer ceux qui savaient et les autres. Max Weber, dans *Le savant et le politique* a analysé la figure du visionnaire doté d'un charisme reposant donc sur la croyance dans une connaissance extraordinaire. Au-delà des sociétés primitives, que l'ethnologie moderne a su analyser, c'est l'allégorie de la caverne de Platon que l'on peut relever. Chaque société détermine ce qui sera secret ou dévoilé. C'est une invention humaine souvent objet de manipulations. Toute la législation sur les archives témoigne de cette recherche ambiguë. L'historienne Sonia Combe dans *Archives interdites, les peurs françaises face à l'Histoire contemporaine* a recensé ces difficultés surgies de la recherche d'une vérité historique face à des secrets de différente nature. Mais il est possible de penser que l'idéologie de transparence guide parfois certaines idées au risque d'instrumentaliser la mémoire.

Toutefois, les progrès de la science ont permis d'accroître la connaissance humaine et par là de réduire ce domaine inconnu ou secret. Cette évolution s'est faite notamment au titre de la Vérité, qui a guidé certains savants pour devenir parfois une idéologie. Le positivisme prôné par Auguste Comte aboutit à une religion scientifique. Cette quête de la vérité a pu avoir dans ses applications les plus extrêmes des interprétations hasardeuses. L'affaire Lyssenko en Union soviétique en est une illustration témoignant de cet autre paradoxe : la quête d'une vérité conduit parfois à un nouveau secret.

Cette quête de la vérité n'est pas la seule. La volonté d'une transparence est devenue un impératif propre à la société moderne.

Cette transparence s'est imposée aux institutions démocratiques avant de devenir également une règle des sociétés médiatisées.

Les sociétés modernes se sont développées en réduisant certains pouvoirs des institutions politiques et administratives. Animées d'un souci d'efficacité ou de respect, elles ont obligé les sociétés modernes à faire de la transparence une règle de fonctionnement.

Politiquement, cette transparence est née paradoxalement d'une exigence de secret : le vote à bulletin secret a généralement constitué l'étape décisive de la constitution des sociétés démocratiques. Permettant d'échapper au regard de la communauté, la société individualiste a protégé l'individu par rapport au groupe conformément aux analyses de l'école sociologique moderne marquée à cet égard par les travaux de Maine ou de Tonnies. Ce secret a protégé l'individu lui permettant de prendre place sur un espace public en développement. La transparence dans le financement des campagnes électorales est un moyen de connaître l'action des « lobbying » qui par définition est ce qui se fait dans le couloir, loin du regard du votant ou de son mandataire. Cette transparence répond aux principes oeuvrant à « l'invention démocratique » de Claude Lefort.

Au plan administratif, la réforme de l'Etat repose également en priorité sur cette exigence de transparence. Il ne s'agit plus d'agir unilatéralement en réduisant la motivation de l'acte administratif au fait du Prince ou au secret d'Etat. Il ne s'agit plus non plus d'administré mais d'usager de service public. La mise en place des autorités administratives indépendantes et notamment de la commission administrative d'accès aux documents administratifs (la CADA) et de la commission nationale d'informatique et des libertés (la CNIL) en est aussi une illustration. Le secret fabriqué de toutes pièces par le fonctionnaire « rond-de-cuir » décrit par un Courteline n'est plus de mise, mettant fin ainsi au mythe du pouvoir administratif défendu par certains auteurs comme Rémy Chardon.

Les sociétés médiatisées ont renforcé cette exigence de transparence au nom de la communication au risque d'en faire une utopie dangereuse.

Les sociétés modernes ont vu l'espace public se développer. Cette évolution n'est pas sans avoir une certaine utilité. Le rôle des médias a été essentiel pour permettre à certains dossiers d'avancer, notamment dans le domaine judiciaire. Le recours aux médias a pu ainsi devenir un moyen d'avancer voire un instrument de manipulation aux yeux de certains. En tout état de cause, la société moderne a consacré la communication en vertu ou valeur, reléguant le secret à un réflexe dépassé. Le « management moderne » a insisté sur cet aspect.

Cette recherche de la communication n'est pas sans illusions toutefois. Tout peut-il être communiqué ? L'une des explications de ce développement des médias et de l'espace public tient à la place désormais incontournable des technologies de l'information, et notamment d'internet. Mais ces mêmes moyens ne sont pas synonyme d'une communication générale et absolue. Dans le prolongement des analyses d'Illitch, il est possible d'évoquer certaines contre-productivités de cette modernité qui se traduisent par des effets pervers.

Toutefois, plus que ces effets induits, c'est l'utilisation de cette exigence de transparence qui est inquiétante. Source d'effets pervers et dangereux, elle n'admet pas le caractère utile et efficace de l'usage du secret.

Face à certains dangers consécutifs à cette exigence de transparence, la société moderne ne peut se passer du secret.

Parfois nécessaire, la transparence peut conduire à certains dangers.

La société moderne s'est mise en place en réduisant finalement le rôle de certains milieux perçus comme des obstacles au développement harmonieux d'une certaine société. La lutte contre les sociétés secrètes relève de cette logique. Menée avec raison contre certaines sociétés secrètes animées par des intérêts financiers, cette action est déjà plus ambiguë lorsqu'il s'agit des sectes. La démocratie, soumise à la transparence, doit lutter contre les mafias et l'ensemble des réseaux d'économie informelle ou souterraine. En matière économique, que ce soit au niveau international avec l'OCDE ou au niveau national, avec la lutte contre le travail dissimulé (ou illégal), l'impératif de transparence conduit à donner des pouvoirs exorbitants à certains services de l'Etat, notamment les Douanes. Fouiller un véhicule est légitimement perçu comme une atteinte à la vie privée des individus. Ce type d'action, plus ou moins accepté, est devenu une nécessité parfois critiquée, contre les sectes. Une secte est une société secrète qui cherche à échapper à l'exigence de transparence démocratique (un chef aux pouvoirs illimités, des atteintes aux libertés individuelles, une adhésion totale de l'individu à une société donnée,...). Compte-tenu de la menace qu'elles peuvent représenter aussi bien pour les individus que pour la société, la société moderne occidentale s'est dotée plus ou moins d'instruments de lutte. La difficulté réside naturellement dans la définition de ce qu'est une société secrète et de son caractère plus ou moins acceptable pour une société démocratique. Ces dangers ne sont pas les seuls.

La société médiatisée a consacré en effet un certain voyeurisme, qui se traduit par l'essor récent des « reality shows ». L'espace public est devenu un espace de dévoilement. Dans *La régression démocratique*, Alain-Gérard Slama dénonce ce qu'il appelle le « vertige de la transparence ». Conçu initialement pour protéger l'espace privé, il est devenu une menace. La vie privée n'a plus de valeur et est parfois perçu comme un danger. C'est toute la problématique posée par les lois dites sécuritaires mais aussi la prise en compte des moyens de vidéo-surveillance qui se multiplient aujourd'hui. Pour protéger l'espace public, il faut atteindre l'espace privé. La lutte contre le terrorisme s'inscrit également dans cette même logique. Les dangers d'aboutir à un totalitarisme sont donc doubles : d'un côté, la menace provient de la médiatisation de la vie individuelle (le village planétaire consacre le Big Brother annoncé par Georges Orwell dans 1984), de l'autre, le danger possible représenté par cet espace privé justifie certaines atteintes aux libertés publiques. Mais cette exigence de transparence a eu aussi pour effet de réduire certaines distances. Le Pouvoir a ainsi perdu de sa stature comme l'explication de certains mystères en son temps a réduit l'autorité de druides ou de prêtres dont le charisme était étroitement associé à un secret. La transparence a donc pour effet d'aligner toutes les activités, toutes les règles à un même niveau. Le refus de la hiérarchie en est aussi une conséquence.

La place du secret a donc son importance au sein de la société moderne. Il revêt finalement une valeur à la fois d'action et de protection qui reste ambiguë.

Le secret est lié à l'action. Il est indispensable pour mener à bien un acte qu'il soit privé ou public. Il ne peut donc se soumettre aux exigences de la médiatisation. En matière économique, le secret des affaires est toujours invoqué et lie certains individus. Mais il se conçoit également pour mener à bien une action publique. Dans le domaine militaire, le secret défense existe toujours et est un impératif pour effectuer certaines opérations secrètes. Les sociétés modernes ont au demeurant vu leurs services secrets se développer. Mais il n'échappe pas non plus que le secret s'impose à un juge antiterroriste qui souhaite mener à bien une opération.

Le secret est aussi utile en tant que protection. Protection des intérêts individuels, il est un facteur clé des relations de travail ou privées. Il appartient donc au juge notamment de veiller à son respect. Le secret professionnel est ainsi un devoir de se taire sanctionné pénalement. L'affaire Claude Gubler a été l'occasion de le rappeler, le juge précisant que le secret médical ne permet pas à un médecin de se transformer en « témoin de l'histoire ». Il est aussi utile dans la protection collective. La raison d'Etat est supposée défendre les intérêts supérieurs de la nation au risque d'être en contradiction avec l'exigence de transparence. L'affaire des frégates de Taiwan en est une illustration. Cette difficile conciliation souligne le caractère ambigu du secret moderne. L'intérêt, au moins commun, exige que les processus complexes, les hésitations, les stratégies qui aboutissent à une décision ne soient pas étalés sur la « place publique » au risque de compromettre les effets attendus de cette décision. Le devoir de réserve s'impose toujours aux agents de l'Etat et notamment aux hauts fonctionnaires malgré certains exemples soit historiques (mais les mémoires du cardinal de Retz furent publiés plus de cinquante ans après sa mort et ceux du duc de Saint-Simon furent publiés plus d'un siècle après la mort de Louis XIV) soit plus récents, comme *La Comédie du pouvoir* écrit par Françoise Giroud après son expérience de secrétaire d'Etat à la Condition féminine ou le débat autour de la publication de *Verbatim I, II et III* par Jacques Attali en qualité d'ancien conseiller du président de la République.

Le secret existe toujours. Indispensable à certaines actions, il reste une valeur aussi bien individuelle que collective. Mais le sens donné au secret a évolué au fur et à mesure que la société moderne consacrait un espace public médiatisé. L'accès au savoir a réduit le Secret mais a nécessité finalement de consacrer le secret et la nécessité de laisser à la société et aux individus cet espace synonyme de liberté et d'ouverture. Georg Simmel dans *Secrets et sociétés secrètes* rappelle ce besoin d'avoir un autre monde aux côtés du monde visible.

Ce secret de moindre ampleur est le témoin résiduel de cette enfance pendant laquelle l'individu, jeune enfant ou adolescent, soucieux de garder ses « petits secrets » cherche à connaître ceux des autres. Le secret conserve donc toujours une certaine valeur qui par la suite doit être protégée mais aussi contrôlée par la puissance publique. C'est bien la preuve du lien indéfectible entre le secret et le pouvoir.